

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 JANVIER 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 23/13

**CONVENTION DE MANDAT DE
GESTION AVEC GROUPE UP -
PRESTATAIRE DE LA
METROPOLE POUR
L'ETABLISSEMENT DE
CARTES PREPAYEES
RECHARGEABLES DANS LE
CADRE DU FONDS D'AIDE
AUX JEUNES (FAJ) -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/13

BUREAU DU 9 JANVIER 2023

**O B J E T : CONVENTION DE MANDAT DE GESTION AVEC
GROUPE UP - PRESTATAIRE DE LA METROPOLE
POUR L'ETABLISSEMENT DE CARTES PREPAYEES
RECHARGEABLES DANS LE CADRE DU FONDS
D'AIDE AUX JEUNES (FAJ) - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1321-1, L.1421-1, L.5217-2-IV, L.5217-13 et suivants,

VU les articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/383 du Conseil Métropolitain du 13 novembre 2019,

VU le MAPA (Marché A Procédure Adaptée) prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables, notifié le 21 novembre 2022 à la société Groupe Up, pour une durée de marché du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, renouvelable pour les années civiles 2024 et 2025,

VU le projet de convention de mandat, ayant pour objet de préciser les modalités techniques, juridiques et financières du mandat, par lequel la Métropole TPM confie expressément au mandataire Groupe Up, le soin de fournir à la collectivité les cartes non nominatives, qui seront remises et activées par le service Jeunesse et Proximité,

VU l'avis favorable du Comptable Public assignataire le 18 octobre 2022,

CONSIDERANT la fusion des trésoreries et la fermeture des guichets des finances publiques, ne permettant plus la manipulation d'espèces à compter du 31 décembre 2021,

CONSIDERANT que les aides attribuées par la régie du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) prennent la forme d'aides financières (secours d'urgence ou aides mensuelles) et sont versées sous forme de chèque libellé au nom du jeune, de virement bancaire et de cartes prépayées,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, après consultation a fait le choix du prestataire Groupe Up pour l'établissement et la gestion de cartes prépayées de paiement à destination des bénéficiaires du FAJ,

CONSIDERANT que la mise en œuvre de ce nouveau moyen de paiement sera effective à la signature de la présente convention de mandat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'HABILITER le Président à signer la convention de mandat ci-annexée.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits nécessaires au règlement de l'avance au mandataire, conformément à l'article 6 de la convention, sont inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants) à l'opération 5216.

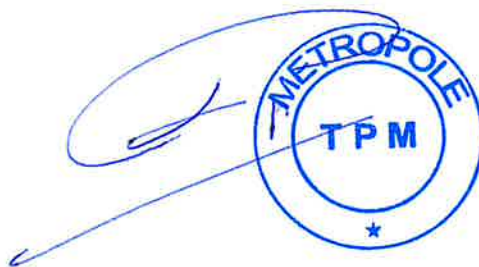
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 janvier 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention de mandat

Passé dans le cadre du MAPA Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables
(aides sociales)
Fourniture et gestion de cartes de paiement
pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes octroyée par la Métropole TPM

Cette convention de mandat est passée

ENTRE :

La Métropole TPM, représenté par Monsieur Hubert FALCO son Président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Bureau Métropolitain TPM n° en date du 9 janvier 2023.

Dénommé « La Métropole TPM » ou « Le mandant » ;

D'une part,

ET

La société UP, dont le siège social se situe 27/29 avenue des Louvresses, 92230 GENNEVILLIERS représentée par Monsieur Yann KERBRIAND, titulaire du marché Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales) pour la Métropole TPM ci-après également dénommé « le mandataire ».

D'autre part,

Vu : Le Code de la Commande Publique ;

Vu : Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1611-7 et D1611-16 à D1611-26 ;

Vu : l'instruction BOFIP GCP-17-0005 du 22 février 2017 ;

Vu : La consultation préalable de Monsieur le Payeur municipal ;

Vu : Le MAPA Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales) pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes octroyées par la Métropole TPM.

Ont convenu ce qui suit :

En application de l'article 66 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui a pour objet d'élargir le recours aux conventions de mandat des collectivités locales et de leurs établissements publics codifié à l'article L.1611-7 IV du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention de gestion de mandat vient préciser les conditions de paiement des dépenses d'intervention par le prestataire titulaire du marché «Prestation d'établissement de cartes prépayées rechargeables (aides sociales)» pour les bénéficiaires du Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes de la Métropole TPM, notifié au mandataire le 21 novembre 2022 **pour une durée de 3 ans**, s'inscrit dans ce cadre.

Le mandataire qui intervient dans ce cadre est tenu de l'ensemble des obligations de contrôle de la dépense publique.

Au vu de quoi, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques, juridiques et financières du mandat par lequel la Métropole TPM confie expressément au mandataire, qui l'accepte, le soin de fournir à la collectivité les cartes non nominatives qui seront remises et activées par le service Jeunesse et Proximité. Il effectuera en son nom et pour son compte le paiement des aides financières pour lesquelles ce mode de paiement aura été retenu, citées ici à titre informatif, la liste étant susceptible d'évoluer en fonction du contexte :

- Secours d'urgence et Aides mensuelles dans le cadre du Fonds d'aide aux jeunes (FAJ).

Ledit mandat fait partie intégrante du marché précité, dont la convention constitue un document contractuel.

Pour la bonne exécution de la présente convention, les parties pourront, sauf disposition contraire, faire application chaque fois que nécessaire de l'instruction n° 17-0005 du 22 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses.

Article 2 : Définitions

Les parties s'entendent pour employer les termes suivants conformément à la définition qui en est donnée ci-dessous :

- La carte de paiement désigne dans le présent document un instrument de paiement dont la valeur aura été préalablement déterminée conformément au montant de l'aide financière accordée, au regard des dispositifs applicables.
- Le mandant est la Métropole TPM qui attribue les cartes de paiement établies par le mandataire.
- Le bénéficiaire domicilié dans la Métropole TPM est l'administré à qui l'aide est accordée.
- L'avance visée à la présente convention est une avance au sens comptable. Cette avance s'analyse comme un fonds de caisse. Elle se distingue de l'avance comme modalité financière de paiement du titulaire au titre de la réglementation des marchés publics.

Article 3 : Convention de gestion

Par la présente convention, la collectivité mandate la société UP pour payer, en son nom et pour son compte, aux bénéficiaires qu'il aura préalablement déterminés, des prestations au moyen de cartes de retrait adossées à un compte ouvert au nom du titulaire du marché.

Article 4 : Services attendus du titulaire du marché

L'ensemble des services attendus du titulaire du marché est décrit dans le CCTP du marché public de service dont la présente convention est indissociable.

Article 5 : Engagements des signataires

Tout au long de la période contractuelle, le titulaire du marché doit, en respectant les dates qui seront communiquées par la collectivité, garantir explicitement des possibilités effectives de contrôle de ses propres opérations par le Président de la collectivité et le payeur. Par ailleurs, les sommes émises mais non utilisées à la fin du marché feront l'objet d'un remboursement à la collectivité.

Article 6 : L'avance

Le montant maximum des aides octroyées par la Métropole TPM pour la durée du marché est de 39 800 euros. L'avance initiale sera versée à hauteur d'un douzième du montant maximum des aides octroyables par la Métropole TPM, soit 3 316 euros. Des reconstitutions seront effectuées par la Métropole TPM à minima mensuellement en fonction des aides réellement attribuées.

Le mandataire devra se conformer aux dispositions législatives, réglementaires et contractuelles applicables au maniement des deniers publics, et notamment organiser tous les contrôles internes nécessaires permettant de vérifier la parfaite gestion des dépenses objet du présent mandat.

L'avance ne pourra être utilisée qu'aux fins de paiement des aides objet du mandat à l'exclusion de tout autres frais, commissions, ou dépenses de quelque nature qu'elle soit.

La reddition des comptes interviendra au plus tard le 31 décembre de chaque année (date calendaire et non date comptable). Le mandataire produira un état récapitulatif de l'avance présentant les mouvements mensuels des 12 mois écoulés ainsi que le solde de l'avance disponible. Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses au titre du même mandat.

La reconstitution de l'avance sera opérée à l'initiative de la Métropole TPM. Le paiement interviendra au profit du mandataire sur la base des pièces justificatives suivantes, produites uniquement par la Métropole TPM :

- Un état récapitulatif des cartes délivrées.
- Les décisions nominatives d'attribution.
- L'état récapitulatif remis par le mandataire.

Article 7 : Modalités financières du mandat

Les prestations liées au mandat sont effectuées à titre onéreux et sont rémunérées dans le cadre du bordereau de prix du marché liant la Métropole TPM au titulaire mandataire. Aucun autre frais, commission ou rémunération ne pourra être opposé au mandant. Les rémunérations contractuelles sont payées par mandat administratif, conformément aux dispositions du marché.

Le cas échéant, les éléments figurant sur l'état des débours sont acquittés par le comptable de la Métropole TPM sur la base d'un mandat de paiement appuyé des pièces justificatives énumérées par la liste des pièces justificatives des dépenses, annexée au Code Général des Collectivités Territoriales et visée par l'article D. 1617-19 de ce même code, dans le respect du délai global de paiement.

Article 8 : Obligations du mandataire

8.1. Obligations générales

Le mandataire est tenu de l'ensemble des obligations décrites dans le CCTP du marché public de service dans le cadre duquel est rédigée la présente convention.

Il s'engage notamment, conformément à l'article 3.2.3. du C.C.T.P, à une obligation générale de vérification de l'identité des bénéficiaires en amont de l'attribution.

A ce titre, les plus grandes diligences sont requises dans l'accomplissement des prestations objet du marché et tout manquement expose le mandataire aux sanctions infra.

Le mandataire assure le paiement des dépenses dans les conditions prévues aux articles 19 et 20 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012. Il assure un contrôle de l'ensemble des opérations liées à la dépense

publique conformément à ces dispositions réglementaires, il s'assure notamment dans ce cadre de la bonne destination des fonds au bon bénéficiaire et pour l'exact montant ordonné. Il justifie de l'intégralité des dépenses réalisées par le mandataire auprès du mandant.

Le mandataire n'est en revanche pas chargé du recouvrement des éventuels indus liés à la mise en œuvre du mandat.

En cas d'erreur constatée dans l'exécution de la dépense ordonnée par le mandant, le mandataire mettra tout en œuvre pour :

- Bloquer la carte avant toute utilisation des fonds si l'erreur porte sur le bénéficiaire de l'aide lorsque cette action est encore possible.
- Délivrer au bénéficiaire légitime l'aide qui lui a été attribuée sous 3 jours ouvrés au frais du mandant si l'erreur lui est imputable, dans les conditions prévues au C.C.T.P.

En tout état de cause, et notamment dans une situation qui ne serait pas précisée supra, le mandataire mettra tout en œuvre pour limiter l'impact de cette erreur sur les administrés. Il pourra proposer par tout moyen compatible avec la réactivité nécessaire toute solution au mandant, au sein de la Direction Citoyenneté et Proximité, afin de mettre en œuvre une solution de résolution de l'erreur dans un souci d'économie de l'impact sur les administrés et de préservation de l'image de la Métropole TPM.

Dans tous les cas, le mandant est informé sans délai de la survenance de l'erreur et de la solution apportée.

Elle fait l'objet d'une information dédiée dans le cadre des échanges sur l'exécution du mandat.

Toute erreur ou anomalie, quelle qu'elle soit, qu'elle concerne le montant, le bénéficiaire, ou l'un quelconque des éléments de mise en œuvre du versement des aides objet du mandat, exposera le mandataire à une pénalité de 1 000 € par erreur qui lui serait imputable, ou de 500 € si aucune somme ne doit être réclamée au bénéficiaire victime de l'erreur, sans préjudice des recours juridictionnels encourus.

Le mandataire doit également souscrire une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du mandat.

L'attestation devra être transmise dans le cadre de la signature de l'acte d'engagement du marché.

En tout état de cause, aucun commencement d'exécution, ni aucun paiement ne pourra intervenir sans que cette attestation ne soit produite une 1ère fois auprès du mandant au plus tard lors de la 1ère réunion de lancement du marché. Elle sera à produire chaque année aussi longtemps que le mandat produira ses effets.

8.2 Obligations comptables

Le mandataire procède au paiement des dépenses objet du mandat à partir de l'avance que lui a consentie le mandant.

Le mandataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des produits et charges constatés et des mouvements de caisse opérés au titre du mandat permettant d'apporter au mandant ainsi qu'au comptable public la justification des opérations réalisées par le mandataire de façon rapide et fiable, propres à assurer la sincérité budgétaire et comptable des comptes du mandant.

Le mandataire doit impérativement respecter les obligations de reddition de ses opérations au 31/12 de chaque année. Les éléments et justificatifs correspondants doivent être transmis à Monsieur le Comptable Public pour réintégration dans la comptabilité métropolitaine, au plus tard le 10 janvier N+1.

Le mandataire est également astreint à une obligation générale de reddition des opérations qu'il a effectuées au nom et pour le compte de la Métropole TPM dans les conditions décrites à l'article 8.2.1.

8.2.1 Modalités de restitution des sommes dormantes

Le mandataire est astreint à une obligation générale de restitution des sommes dormantes liées aux aides versées au nom et pour le compte de la Métropole TPM.

A cette fin, le mandataire produit mensuellement et au plus tard le 15 du mois suivant un état des aides versées détaillé et par type d'aide si les outils informatiques le permettent. Cet état comprend également les éléments statistiques et de suivi, une information sur le taux d'effectivité des aides allouées, ainsi qu'un état détaillé des éventuelles erreurs de liquidation des dépenses survenues au cours du mois, les causes, les solutions, et tout élément utile à l'analyse de l'incident.

A cette occasion mais aussi tout au long de la période contractuelle, le mandataire doit, en respectant les dates qui seront communiquées par la Métropole TPM, garantir explicitement des possibilités effectives de contrôle de ses propres opérations par le Président de la Métropole TPM et Monsieur le Comptable Public.

À cet effet, le mandataire tient tous ses documents, pièces, paiements, etc... à disposition du mandant afin que ce dernier puisse engager tout contrôle sur place ou sur pièce de la parfaite régularité du mandat et du respect par le mandataire de l'ensemble de ses obligations légales, réglementaires et contractuelles. Le mandant pourra également obtenir, sur simple demande au mandataire, toute information, document et soldes.

8.2.2 Restitution des sommes dormantes et remboursement par le mandataire du montant de l'avance inutilisée

Le mandataire s'engage à transmettre l'ensemble des données relatives au mois de décembre N, intégrant en outre les données consolidées de l'année échue aux services métropolitains avant le 10 janvier N+1, afin de permettre l'élaboration des comptes administratifs et de gestion dans les délais réglementaires.

En effet, la reddition des comptes annuels doit permettre aux parties d'établir le résultat d'exécution de la convention et à la Métropole TPM d'intégrer dans ses écritures comptables les mouvements afférents. Ce compte d'emploi sera accompagné de l'état récapitulatif nominatif de l'ensemble des paiements réalisés au cours de l'année N.

Lorsque le dernier état de l'année fait apparaître un solde positif de l'avance, le mandant dispose de 30 jours pour l'approuver à compter de sa notification. A l'issue de chaque reddition annuelle, la Métropole TPM notifiera sa décision par écrit au prestataire afin de préciser le montant du reversement demandé.

Le mandataire aura un délai de 30 jours pour acquitter cette somme auprès du Comptable Public. Passé ce délai, une pénalité de 30 € par jour de retard de restitution s'appliquera, jusqu'à la production de la preuve par le mandataire de l'émission de l'ordre de paiement.

En cas de retard ou de transmission incomplète dans la production des justificatifs relatifs à la reddition annuelle prévue à l'article 8.2, le mandataire est astreint à une pénalité financière de 50 € par jour de retard.

En cas de non-production de ces justifications ou lorsque le contrôle par le mandant le conduit à constater des anomalies, le mandant refuse l'intégration des opérations du mandataire dans la comptabilité Métropolitaine et laisse les opérations litigieuses à la charge exclusive du mandataire (non finançable par le compte de mandat) et sans préjudice des pénalités éventuellement encourues au titre des pénalités de retard mentionnées ci-dessus.

Monsieur le Comptable Public peut également refuser l'intégration des opérations dans la comptabilité de la Métropole TPM du fait d'anomalies relevées à l'occasion de ses contrôles réglementaires ou si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.

Faute de régularisation de cette situation par le mandataire ou faute de reddition de ses comptes par le mandataire dans les délais contractuels, ce dernier est alors justiciable de la Chambre Régionale des Comptes compétente en qualité de gestionnaire de fait de fonds publics.

Article 9 : Obligations du mandant

Le mandant, lorsqu'il accepte les comptes annuels du mandat, emporte par sa décision-même quitus au mandataire pour la gestion de l'année écoulée.

Article 10 : Notification de la convention de mandat au comptable public de la Métropole TPM

Un exemplaire de la présente convention est communiqué, dès sa signature par les parties, à Monsieur le Comptable Public assignataire. Tout avenant à cette convention fait également l'objet d'un exemplaire adressé au comptable dans les mêmes conditions.

Toute difficulté d'application de la présente convention est signalée par la Métropole TPM à Monsieur le Comptable Public.

Le mandataire s'engage à apporter, dans un délai de quinze jours, à Monsieur le Comptable Public toute information et toute justification que ce dernier sollicitera concernant l'exécution de la convention.

Article 11 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée du marché auquel elle se rapporte. Elle continuera à produire ses effets au-delà de la date de fin de validité du marché pour l'apurement juridique et financier jusqu'à la reddition complète des comptes. Elle prendra effet à compter de la date de notification du marché. A son terme, la conclusion d'une nouvelle convention devra être soumise à l'avis de Monsieur le Comptable Public.

Article 12 : Résiliation

Tout manquement à la présente convention est constitutif d'une faute dans le cadre de l'exécution du marché qui pourra être poursuivie sur le fondement de la résiliation pour faute dans les conditions prévues au marché.

Article 13 : Avenant

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants signés par les parties contractantes conformément aux règles du CGCT et soumis préalablement pour avis consultatif à Monsieur le Comptable Public.

Article 14 : Litige

En cas de difficulté, les parties tenteront de trouver une solution amiable. A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Pour le mandataire (signature et cachet) :	Pour le mandant (signature et cachet) :